



L'ACTION DU 24 JANVIER PLUS QUE JAMAIS INCONTOURNABLE

A la demande des ministres, une délégation de la CGT a été reçue par M André ASANTINI hier lundi 14 janvier, comme tous les syndicats de la Fonction publique.

Lors de cet entretien d'un peu plus d'une heure, un constat de large désaccord a été confirmé.

Les quelques avancées obtenues grâce à la mobilisation du 20 novembre ont certes été de nouveau évoquées : la valeur du point fera partie des négociations, des mesures partielles sur la grille indiciaire seraient envisagées, les primes et indemnités ne seront plus intégrées au calcul sur le maintien du pouvoir d'achat, des négociations annuelles sur les salaires pourraient être mises en place, des dispositions « *ciblées* » pour une partie des agents –éventuellement rétroactives à partir de 2003- sont négociables...

Mais, sur l'essentiel, on reste loin du compte.

Toujours aucune mesure chiffrée et datée, étant même précisée par le ministre qu'une augmentation du point au moins égale à l'inflation est totalement exclue. Les années antérieures sont passées aux pertes et profits pour ce qui concerne les mesures générales. Confirmation est faite de l'aggravation des réductions d'effectifs. Enfin, sans être exhaustif, la perspective d'une Fonction publique de métiers est mise en avant, avec une loi-cadre soumise au Parlement dès 2008, pour une application en 2011.

Si une rencontre avec le Premier ministre est annoncée et, à la suite, de nouvelles séances de « *négociations* », aucun de ces rendez-vous n'aura lieu avant le 24 janvier. On appréciera ce qu'est le dialogue social pour nos interlocuteurs et la conception qu'ils ont du préavis ...

Dans ces conditions, cela renforce la nécessité d'une journée d'action massive de grève et de manifestations le 24 janvier, décidée en unité syndicale (CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, Solidaires, CFTC).

Tout doit être mis en œuvre, dans l'unité la plus large, pour que, à cette occasion, le rapport de forces indispensable se développe encore.

Pour la CGT, si le Président de la République et son gouvernement persistent dans leurs positions, la question des suites les plus rapides possibles au 24 janvier sont d'ores et déjà posées.

C'est cette démarche qu'elle proposera aux autres organisations syndicales lors de la prochaine rencontre unitaire du 17 janvier en fin d'après-midi.